

**VŒU PROPOSÉ PAR LES GROUPES COMMUNISTE,
PS-PRG ET VERTS
à propos de la Révision Générale des Politiques Publiques**

Au nom de leur "modernisation", le gouvernement met en œuvre un plan dit de Révision Générale des Politiques Publiques (RGPP). En fait de révision, il s'agit plutôt d'un immense plan de restriction et de rationnement des services publics, de leurs moyens et de leurs personnels.

En effet, la principale source d'économie annoncée dans le cadre de la RGPP est le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, mesure qui doit être appliquée dans toute sa rigueur en 2009. Toutes les politiques publiques sont touchées : l'éducation nationale, l'administration fiscale, la santé, la justice, la météo et la liste s'allonge. Le gouvernement met en œuvre un « plan social » d'ampleur inégalée avec des conséquences lourdes sur l'emploi dans les services publics, ce sont plus de 100.000 postes qui seront supprimés d'ici 3 ans, de nombreux enseignants, infirmières, juges, militaires et personnels civils de l'armée, gardiens de la paix,...

La Région Centre n'échappe pas à cette politique rétrograde. Dans le secteur rural et dans nos villes, la disparition ou la fragilité volontairement organisée des services publics pèse lourd dans la vie de nos concitoyens. Bien avant d'avoir été baptisée RGPP, nous avons subi cette déréglementation, avec la disparition de nombre de bureaux de poste, avec les regroupements des services de la Banque de France, avec la disparition de plusieurs hôpitaux de proximité, de divers tribunaux, de bureaux de trésoreries... Ces décisions mettent en cause l'efficacité de la mise en œuvre des politiques du Conseil Régional.

Il n'est pas difficile de comprendre que cette révision générale a pour objectif premier de trouver d'urgence le moyen de faire des économies. Cette cure d'amincissement de l'Etat doit combler le trou béant de 15 milliards d'euros creusé, entre autre, par le paquet fiscal adopté l'été dernier qui se traduit par des recettes en moins. Cette mesure est le révélateur inexorable des choix politiques et financiers en faveur des privilégiés puisqu'il s'agit de près de 17.000 euros de cadeaux en moyenne par contribuable bénéficiaire. C'est le choix systématique de la régression des dépenses publiques. C'est le choix dogmatique du capitalisme financier, opposé au choix de l'efficacité économique et sociale prenant appui sur les services publics, permettant le développement de la Nation dans tous les domaines de la vie.

Au moment où l'Etat doit réinvestir son rôle pour développer des politiques de solidarité et revitaliser la cohésion sociale, il faut, plutôt que réduire les dépenses, augmenter les recettes en supprimant tous les cadeaux économiquement inutiles, dangereux et moralement insupportables pour des millions de citoyens. Un rapport de la mission d'information sur les niches fiscales, rendu public le 5 juin, a notamment dénombré 73 milliards d'euros de manque à gagner pour l'Etat.

Il est grand temps de porter un coup d'arrêt à cette politique désastreuse pour nos concitoyens et nos territoires. Le Conseil Régional est solidaire de l'action des personnels, des citoyens, des élus contre la suppression des services publics.

→ Avec les personnels et les populations, il demande la suppression de la RGPP pour que des moyens supplémentaires soient dégagés pour nos services publics,

→ Il mandate le Président de Région pour alerter l'ensemble des élus des communes et des départements, élus régionaux, élus nationaux sur le nécessaire maintien de l'accès aux services publics équitablement répartis sur l'ensemble du territoire régional et pour organiser des rencontres avec les élus dans chacun des 6 départements de la région pour qu'un état des lieux soit dressé en matière de disparition des services publics et que des initiatives fortes soient prises pour stopper l'hémorragie et redonner à nos concitoyens le service qu'ils sont en droit d'attendre.